

SAISIE ADMINISTRATIVE À TIERS DETENTEUR DU 05 11 2020

Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Référence à rappeler IMPÉRATIVEMENT pour tout VERSEMENT

OAE 502000018947 PAST92241AA

Pour effectuer un règlement :

N° IBAN : FR76 3000 1003 1291 4F00 0000 024

BIC : BDFE3333

Coordonnées du débiteur :

M PASTRAMAGIU MIHNEA CLAUDIU

Date de naissance : 28 08 1992

Lieu de naissance : PARIS

Service à contacter :

TRES. ESSONNE AMENDES - TU

28 DESSERTÉ DE LA BUTTE CREUSE

91025 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

Tél : 01 60 89 05 05

Accueil : LU-MA 9H-12H/13H-16H JE-VE 9H-12H

TRES. ESSONNE AMENDES - TU
28 DESSERTÉ DE LA BUTTE CREUSE
91025 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

N° IBAN : FR76 3000 1003 1291 4F00 0000 024

BIC : BDFE3333

Coordonnées du débiteur :

M PASTRAMAGIU MIHNEA CLAUDIU

Date de naissance : 28 08 1992

Lieu de naissance : PARIS

Service à contacter :

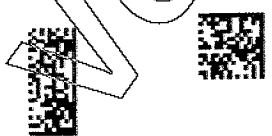
TRES. ESSONNE AMENDES - TU

28 DESSERTÉ DE LA BUTTE CREUSE

91025 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

Tél : 01 60 89 05 05

Accueil : LU-MA 9H-12H/13H-16H JE-VE 9H-12H



COMMERCE ETUDES *
7 R SOURCES
91210 DRAVEIL

Madame, Monsieur,
Le comptable public est autorisé à recouvrer les amendes, condamnations pécuniaires et créances recouvrées comme en matière d'amendes pénales, par voie de saisie administrative à tiers détenteur prévue à l'article 128-II de la loi n° 2004-146 du 30 décembre 2004 modifiée.
En vertu de l'article L. 262 du Livre des procédures fiscales, vous êtes tenu de payer le montant indiqué ci-dessus dans la limite des sommes dont vous êtes débiteur ou depositaire à l'égard de la personne désignée ci-dessous. Je vous prie d'être obligé de bien vouloir vous acquitter de cette obligation dans le délai de trente jours suivant la réception de la présente saisie.

Si vous êtes débiteur de rémunérations ou de sommes assimilées, il vous appartient :
- de déterminer les retenues à effectuer conformément aux dispositions des articles L. 3252-2, L. 3252-3, R. 3252-2 et R. 3252-3 du code du travail, fixant la quotité saisissable de la rémunération. Les articles L. 3252-9 et L. 3252-10 du code du travail sont également applicables.
- de suspendre immédiatement le versement des retenues que vous opérez ou des sommes cédées en application d'une saisie de droit commun ou d'une cession jusqu'à extinction de la présente créance (articles L. 3252-8, L. 3252-12 et R. 3252-37 du code du travail).
Si vous êtes un établissement habilité par la loi à tenir des comptes de dépôt :
- cette saisie porte sur l'ensemble des comptes du redevable qui correspondent à des créances de sommes d'argent.
- l'article L. 162-2 du code des procédures civiles d'exécution vous fait obligation de laisser à la disposition du redevable personne physique, dans la limite du solde créditeur du ou des comptes au jour de la saisie, une somme à caractère alimentaire d'un montant égal au montant forfaitaire, pour un allocataire seul, mentionné à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles.
- par ailleurs, si la présente saisie porte sur un compte joint, je vous serais obligé d'en informer immédiatement les cotitulaires (art. R. 211-22 du code des procédures civiles d'exécution).

Si la saisie porte sur un contrat d'assurance rachetable :
Elle entraîne le rachat forcé dudit contrat. Elle a pour effet d'attribuer au paiement de la créance la valeur de rachat du contrat d'assurance au jour de la notification de la saisie, dans la limite du montant de cette dernière.
Si vous êtes débiteur à terme ou sous condition :
Si vous voudrez bien me le faire savoir dans l'accusé de réception joint et vous libérer des l'arrivée du terme ou la réalisation de la condition.
En tout état de cause, quelles que soient la nature des sommes saisies et votre qualité, cette saisie emporte attribution immédiate au profit du Trésor public à concurrence des sommes pour lesquelles la saisie est pratiquée dans les conditions de l'article L. 211-2 du code des procédures civiles d'exécution. Vos règlements vous libéreront à due concurrence envers votre créancier. Si le redevable conteste auprès de vous le bien fondé de cette saisie, cette contestation est inopérante et vous êtes dans l'obligation de verser les sommes dues au Trésor.
Si les fonds que vous détenez ou devez sont indisponibles entre vos mains ou si vous contestez vos obligations envers le redevable, vous êtes tenu de m'en aviser conformément à l'article L. 211-3 du code de procédure civile d'exécution.

IMPORTANT : Conformément à l'article L. 262 du livre des procédures fiscales, vous êtes dans l'obligation de m'accuser réception de la présente saisie administrative à tiers détenteur en renvoyant le formulaire ci-joint dûment complété. En cas de refus de paiement, le juge de l'exécution sera saisi pour émettre à votre encontre un titre exécutoire.
Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.
Le Comptable public, par délégation,
David TERRADE

IMPÉRATIVEMENT dans le cadre "libelle" de l'ordre de virement
- virement sur le compte IBAN indiqué en haut de page : inscrivez
la référence indiquée dans l'encadré en haut de page.
- chèque bancaire : adressez sous pli affranchi au service
mentionné dans le cadre ci-dessus "Service à contacter"
votre chèque libellé obligatoirement à l'ordre du "TRÉSOR
PUBLIC".
N'envoyez en aucun cas un règlement sans indication de la
référence.

Le débit bancaire vaut attestation de paiement.
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

TOTAL RESTANT DU
750,00 €

Règlement à effectuer par :
Débiteur
M PASTRAMAGIU MIHNEA CLAUDIU
4 RUE DES HIRONDELLES
91210 DRAVEIL

En vertu de l'art. 707-1 du code de procédure pénale et du décret 64-1333 du 22 décembre 1964, le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires est effectué par le comptable public, au nom du procureur de la République, sur la base d'un titre exécutoire émis par le greffe.

Forfait de post-stationnement majoré

En vertu des art. L. 2323-7-1 du code général de la propriété des personnes publiques et L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales, le recouvrement du forfait de post-stationnement et de sa majoration est effectué par le comptable public, sur la base d'un titre exécutoire, comme en matière d'amendes.

> Article 128 de la loi n°2004-1485 du 30 décembre 2004

« II.-Le recouvrement par les comptables publics compétents des amendes et des condamnations pécuniaires peut être assuré par voie de saisie administrative à tiers détenteur dans les conditions prévues à l'article L. 262 du livre des procédures fiscales. L'exécution par le destinataire de la saisie administrative à tiers détenteur n'est pas affectée par une contestation postérieure de l'existence, du montant ou de l'exigibilité de la créance. Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent II. »

Extrait du livre des procédures fiscales :

> Article L. 262

Les dispositions de l'article L. 262 du livre des procédures fiscales peuvent être consultées sur le site internet [\(https://www.legifrance.gouv.fr/\)](https://www.legifrance.gouv.fr/)



Achetez VueScan maintenant !
www.hamrick.com



Référence à rappeler IRRADIATIVEMENT pour tout VERSEMENT :

OAE 502000018947 PAST92241AA

Pour effectuer un règlement :

N° IBAN : FR76 3000 1003 1291 4F00 0000 024

BIC : BDFEFP33

Coordonnées du débiteur :

M PASTRAMAGIU MIHNEA CLAUDIU

Date de naissance : 28 08 1992

Lieu de naissance : PARIS

Service à contacter :

TRES. ESSONNE AMENDES - TU

28 DESSERT DE LA BUTTE CREUSE

91025 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

Tel : 01 60 89 05 05

Accueil : LU-MA 9H-12H/13H-16H JE-VE 9H12H

'accuse réception de l'avis par lequel vous me demandez de verser les sommes appartenant à :

M PASTRAMAGIU MIHNEA CLAUDIU 4 RUE DES HIRONDELLES 91210 DRAVEIL

à concurrence de la somme de 750,00€ pour le paiement de la dette due par ce redevable

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne suis pas détenteur de cette personne ou détenteur de sommes lui appartenant

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le(s) compte(s) présent(e)(nt) un solde débiteur ou nul.

Je vous adresse ci-joint, pour règlement, un chèque bancaire de € (en chiffres) libellé à l'ordre du Trésor public.

Je vous adresse ce jour un règlement par virement de € (en chiffres) sur le compte bancaire indiqué ci-dessus. Je n'oublierai pas d'inscrire dans le cadre "libellé" de l'ordre de virement la référence à rappeler impérativement

Dans le cas où le redevable a souscrit ou adhère à un contrat d'assurance rachetable, je vous déclare :

Le numéro du contrat d'assurance concerné :

La valeur de rachat des droits au jour de la saisie : €

Les fonds correspondants vous seront versés au plus tard à l'expiration du délai de 30 jours (L.262 du livre des procédures fiscales).

Je vous signale que :

Un montant de

Je m'acquitterai le du montant de

Les fonds ne sont pas disponibles pour les raisons suivantes : (à compléter, préciser notamment s'il existe une saisie antérieure) :

.....
.....
.....

Signature

Cocher la/les case(s) correspondant à la situation

Débiteur

Important

M PASTRAMAGIU MIHNEA CLAUDIU
4 RUE DES HIRONDELLES
91210 DRAVEIL

Il vous appartient de rascuser réception par retour de courrier de la présente saisie administrative à tiers détenteur, en renvoyant ce formulaire dûment complété. En cas de refus de paiement, le juge de l'exécution sera saisi pour émettre à votre encontre un titre exécutoire en vertu de l'article L.262 du livre des procédures fiscales. Les articles L.3252-9 et L.3252-10 du code du travail sont également applicables.

Créance intégralement privilégiée

TOTAL RESTANT DU
750,00 €



Achetez VueScan
www.hamrick.com